

## **PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE République de Guinée**

\_\_\_\_\_ Travail-Justice-Solidarité

### **COMITE D'AUDIT ET DE SURVEILLANCE DES SECTEURS STRATÉGIQUES DE L'ECONOMIE (CASSSE)**

#### **SYNTHESE DU RAPPORT D'AUDIT OPERATIONNEL DU CHEMIN DE FER CONAKRY-NIGER**

PRESENTE PAR : Oumar Ibrahima TOURE, Chef de Mission(CASSSE)

Cheick CAMARA (IGF)

SUPERVISION : Dr. Ousmane KABA, Vice -président Chargé des Audits

Mars 2010 17

1- Présentation de l'équipe de mission:

Monsieur Oumar Ibrahima TOURE,

Membre du CASSSE, Chef de mission,

Monsieur Cheick CAMARA, Inspecteur des Finances au Ministère de l'Economie et des Finances.

2- La mission et les diligences:

Ordre de Mission n° 005/CASSSE/CNDD/2009 du 15 septembre 2009, enregistré au CASSSE sous le n° 016/000/CASSSE/CNDD/2009 et portant sur l'Audit de la cession des actifs de l'Office Nationale des Chemins de Fer de Guinée (ONCFG) avec comme objectifs de :

Dévoiler le mécanisme qui a conduit au démantèlement des :

- rails, traverses, ponts, boulons, crapauds d'éclisses, éclisses du chemin de fer Conakry-Niger,
- matériels roulants,
- immobilisations corporelles,
- infrastructures et équipements divers ;

Expliquer le système de collecte et de stockage de ces actifs sur les sites, le long de la voie, et leur transport jusqu'à Conakry;

Identifier les responsabilités personnelles, directes et indirectes,

Et, enfin, identifier les exportateurs et les pays de destination.

Pour l'atteinte de ses objectifs, la Mission a effectué les diligences suivantes :

- Rencontres avec Diverses Autorités de tutelle:

- Ministère des Transports : Chef de Cabinet, Inspecteur Général des Transports,
- Office Nationale des Chemins de Fer de Guinée (ONCFG),
- Port Autonome de Conakry,
- Direction Nationale des Douanes,
- Ministère de l'Economie et des Finances,
- l'Etat-major de la Marine Nationale.

- Visites guidées de terrain le long de la voie avec les Cheminots :

- Gare de Conakry et la gare secondaire de la zone : Kouriya
- Gare de Kindia et les gares secondaires de la zone :
- Gare de Mamou
- Gare de Dabola et les gares secondaires de la zone :
- Gare de Kouroussa
- Gare de Kankan

- des interrogatoires avec les personnalités d'Etat, les officiels, les déclarants en Douanes et Transitaires identifiés lors des rencontres et visites ci-dessus, notamment:

Les personnalités :

- M. Fodé BANGOURA, ex Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République,
- M. Aliou CONDE, ex Ministre des Transports,
- M. Boubacar SOW, ex Ministre des Transports
- M. Alpha Ibrahima KEIRA, ex Ministre des Transports
- M. Moussa SAMPIL, ex Ministre de la Sécurité
- M. Kiridi BANGOURA, ex Ministre de l'Administration du Territoire,
- Mme Morel Marguerite CAMARA, ex DG de l'ONCFG et ex Secrétaire Général du Ministère des Transports
- M. Dominique TRAORE, Inspecteur Général des Transports,
- M. Naby Badrass YORA, Directeur Général de l'ONCFG,
- M. Lansana FOFANA, DGA de l'ONCFG,
- M. Garapaye GEOPOGUI, Directeur Technique de l'ONCFG,
- M. Mamadou Bobo BARRY, Directeur Financier de l'ONCFG,
- Général Alhousseini FOFANA, ex Conseiller du Ministre de la Défense,
- M. SQUARE, Chef du Personnel de l'ONCFG,
- Les Syndicats des Travailleurs des Chemins de Fer,
- Les Chefs de Gare, de Districts et les Cheminots de l'ONCFG, en activité de Conakry à Kankan,

Les exportateurs identifiés:

- Capitaine Ousmane CONTE, fils de feu le Président Lansana CONTE, (non rencontré),
- Feu Général Kerfalla CAMARA, CEM des Armées Nationales,
- Mme KEIRA Marie Seth CAMARA, Présidente du Conseil d'Administration de la société AGASEPT,
- M. Naby Youssouf CAMARA, DG de la société AGASEPT,
- M. Alsény BARRY, PDG de la société SAFRICOM,-
- Ousmane Diarra CONDE, co-équipier d'Ousmane CONTE et PDG des sociétés : WORLD VMC PTE Ltd et SORADEM, (non rencontré),
- El hadj Salifou CONTE « Djannankè », PDG de la société éponyme de collecte de ferraille, (non rencontré),
- El hadj Samba SIDIBE et son frère El hadj Moussa SIDIBE, Directeurs de la société « Croyance en Dieu », (non rencontré),
- La société AMOUL METAL, gestionnaire du Pont bascule de Matam. (non rencontré).

Les Déclarants en Douanes/Transitaires identifiés:

KARAMBA TRANSIT / TRANSPORT (KTT)

LACON TRANSIT

SIC TRANSIT,

MOWAK TRANSIT

SEKOUNA TRANSIT

MOTRANS

### **3- Méthodologie d'approche du travail :**

Des rencontres avec les autorités civiles et militaires à Conakry et une tournée à l'intérieur du pays, le long de la voie ferrée, de Conakry à Kankan, ont été entreprises. Elles ont permis de :

- réunir et analyser la documentation relative à la voie ferrée,
- constater de visu la disparition du Chemin de Fer Conakry-Niger (rails, traverses, boulons, crapauds d'éclisses, éclisses et certains ponts),
- comprendre le mécanisme qui a permis son démantèlement, sa commercialisation et son transport,
- discuter avec toutes les autorités concernées, civiles, militaires et paramilitaires,

- situer de la manière la plus objective les responsabilités et les complicités.

#### **4- Résultats des travaux et les responsabilités personnelles et individuelles des malversations :**

A. Le mécanisme du démantèlement, du stockage, du transport et de l'exportation des matériaux de la voie ferrée :

Entre l'arrêt définitif de l'exploitation de la voie ferrée Conakry-Niger, en 1995, et sa disparition totale, en 2007, on peut résumer le processus de démantèlement des rails, traverses, boulons, éclisses, crapauds d'éclisses et certains ponts et leur exportation en six (6) étapes :

1. le 23 octobre 1996, le Président de la République (PRG) signe et fait publier au Journal Officiel de la République, le Décret D/96/136/PRG/SGG portant « libéralisation de la commercialisation de la ferraille composite ».

Au sens de ce Décret, on « entend par ferraille composite, l'ensemble des métaux ferreux et des métaux non ferreux. Les métaux ferreux et les métaux non ferreux sont constitués notamment de rails usés, essieux de trains, traverses de chemins de fer, canons, vieux tracteurs, carcasses de véhicules, tôles légères, blocs de moteurs, rébus de garages et autres. »

Nous n'avons pas trouvé dans cette initiative présidentielle, durant nos investigations, une intention maligne cachée dans ce Décret ou une opération visant expressément la voie ferrée Conakry-Niger.

Cependant, il semble que le PRG, face à l'absence de moyens financiers pour la construction d'une base navale pour la Marine militaire dans l'île de Tamara, aurait souhaité utiliser les produits éventuels générés par la vente des ferrailles pour sa réalisation. Le contact pris avec SODEFA n'ayant pas abouti, ce projet n'a jamais été mis en oeuvre.

Voir Chapitre V.1.10 : SODEFA

Voir Annexe, Volume IV : Décrets et Rapports Officiels

Volume V : Procès-verbaux des entretiens avec les Autorités

Par contre, pour camoufler le démantèlement de la voie ferrée et l'exportation des rails et des traverses à partir de 2004, les acteurs du démantèlement ont indiqué, dans leur déposition, n'avoir commercialisé que les derniers éléments compris dans la liste des métaux ferreux du Décret D/96/136/PRG/SGG (carcasses de véhicules, tôles légères, blocs moteurs, rébus de garages et autres). Rares sont ceux qui ont reconnu l'exportation des rails et des traverses.

Voir Annexe, Volume V : Procès-verbaux des entretiens avec les Autorités, les Exportateurs et les Déclarants en Douanes

Plus insidieusement, des contrats d'achat de rails et de traverses ont été conclus avec l'ONCFG. Sur cette base, quelques transactions furent réalisées, mais, de fait, juste pour s'assurer une conformité, éventuelle, avec la légalité.

Voir Annexe, Volume II : Demande d'Achat, Contrats de vente

2. entre 1996 et 2000, en raison de la diminution drastique du personnel de l'ONCFG opérée en 1996, la voie ferrée, désormais sans surveillance effective, a subi les assauts des riverains de la voie, notamment dans les Préfectures de Kankan, Kouroussa et Dabola. Rails et traverses étaient régulièrement, mais ponctuellement, volés et vendus au Mali voisin où des fonderies étaient demanderesse de ferrailles. 23

Les matériaux volés étaient remplacés autant que faire se pouvait par l'ONCFG dont les agents, le long de la voie, n'ont jamais manqué de vigilance, au péril de leur vie, pour alerter la Direction Générale mais aussi les autorités, tant civiles que militaires ou paramilitaires, des opérations criminelles en cours.

Voir Annexe, Volume IV : Décrets et Rapports Officiels sur le démantèlement

3. entre 2000 et mi-2004, la rumeur du vol des rails s'amplifiant, des cercles mafieux, autour du PRG et de l'Etat-Major Général des Armées, s'emparèrent de l'idée et entreprirent de l'exploiter à leur bénéfice, sous le couvert imparable de la famille présidentielle et de la Haute Autorité Militaire.

- Des démarcheurs étaient recrutés tout le long de la voie pour solliciter rails et traverses à la population riveraine,
- Des sociétés de transports munies de Laissez-passer et d'Ordres de Mission, protégées par des militaires et des gendarmes, assuraient la collecte, payaient rubis sur ongle et évacuaient les matériaux sur Conakry.

Mais la vigilance des cheminots (Kindia, Mamou et Dabola) et de quelques autorités préfectorales et régionales (Mamou, Kankan) empêchaient la régularité de l'évacuation et des saisies audacieuses étaient opérées malgré les menaces de mort proférées contre eux par les accompagnateurs en tenue.

Voir Annexe, Volume IV : Décrets et Rapports Officiels sur le démantèlement

4. En 2005, des saisies importantes sont opérées à Kindia, Mamou, Dabola et Kankan et des plaintes sont déposées auprès des Services de Sécurité et des Tribunaux locaux par les cheminots.

Contre toute attente, dans toutes ces Préfectures, les voleurs sont libérés et les cheminots condamnés, après des interventions téléphoniques venues de Conakry. Ces jugements ont été le facteur déclenchant du démantèlement de masse de la voie ferrée dans ces zones (Kankan-Kouroussa, Dabola et Mamou). Les populations riveraines, informées de ces décisions et continuellement sollicités par les démarcheurs, locaux ou venus de Conakry, répondirent à la demande pressante et intéressante par une offre plus intensive.

Voir Annexe, Volume IV : Décrets et Rapports Officiels sur le démantèlement 24

5. Pour pallier ces interventions intempestives des cheminots, entre mi-2004 et 2005, une série de Laissez-passer (LP) issue du Secrétariat Général de la PRG, de la PRG (Famille Présidentielle), de l'Etat-major des Armées, d'Ordres de Mission d'Officiers Supérieurs de l'Armée et d'Ordonnances judiciaires de Tribunaux étaient mises à la disposition des collecteurs et des transporteurs.

En conséquence, du démantèlement artisanal et ponctuel effectué par la population, on est passé à l'opérationnalisation méthodique de la collecte, du transport et du stockage de la ferraille de la voie ferrée, en toute impunité et ce malgré les efforts notables de mise en garde fournis par le Ministre des transports de l'époque, M. Aliou Condé :

- Laissez-passer du 13 septembre 2004 de Mme KEIRA Marie Seth CAMARA, Présidente du Conseil d'Administration des Ets AGASEPT de « nos véhicules chargés des rails, traverses, en provenance des Préfectures du pays »,
- Laissez-passer n° 001/PRG/MDN/EMGA/2005 du 04 janvier 2005 du Général Kerfalla CAMARA autorisant la société SORADEM, représentée par son PDG, M. Ousmane Diarra CONDE de transporter les ferraille de Kamsar et Kindia pour Conakry,
- Ordre de Mission de l' « Entreprise de Collecte de Ferraille » du 10 janvier 2005 signé par son PDG, Elhadj Salifou CONTE « Djannanké », paraphé par le Commandant Moussa YARADOUNO, Commandant de la Compagnie de Sécurité Routière à l'Etat-Major de la Gendarmerie Nationale et de M. Momo SOUMAH, Commissaire Divisionnaire, Directeur de la Sécurité Routière au Ministère de la Sécurité le 01 février 2005, « aux agents collecteurs de ferraille chargés du ramassage et de recherche des épaves à Conakry et à l'intérieur du pays »
- Laissez-passer n° 01/013/PRG/SGPRG/SP/ du 01 avril 2005 de M. Fodé Bangoura, Ministre Secrétaire Général de la PRG, aux « véhicules transportant les rails et traverses » sur toute l'étendue du territoire,
- Message-radio n° 086/MATD/ACB/ du 8 avril 2005 du Secrétaire Général du Ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, M. Lansana YOULA, sous l'autorité de M. Kiridi BANGOURA, Ministre, répercutant le LP de M. Fodé BANGOURA ci-dessus, 25
- Laissez-passer n° 26/06 de Ousmane Conté P/RG du 16 mai 2005 au Sergent Chef Abdoul Karim SOUMAH chargé de « convoyer la ferraille en provenance de la Préfecture de Kindia, Dabola, Kouroussa, Kankan et Mamou par des camions transporteurs » vers Conakry,
- Ordonnance de vente de rails et traverses saisis n°02/JP/DLA/05 de la Justice de Paix de Dabola, datée du 20 mai 2005, ordonnant la mainlevée sur les saisies de la ferraille composite entreposées devant la Prison civile de Dabola